

Mémoire présenté au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique
Protection de la vie privée et de la réputation sur les plateformes telle Pornhub

25 février 2021

Nous remercions le Comité de l'éthique d'avoir entrepris cette importante étude et de nous avoir donné l'occasion de lui faire part de nos commentaires.

Introduction

Les sites de pornographie commerciale qui profitent sciemment des mauvais traitements et de l'exploitation sexuelle, comme Pornhub, doivent rendre des comptes.

Les enfants et les jeunes subissent des conséquences dévastatrices et permanentes lorsque des vidéos et des images de leurs mauvais traitements et de leur exploitation sont diffusées en continu. Le Centre canadien de protection de l'enfance a mené une enquête internationale auprès de survivantes et survivants d'abus pédosexuels qui ont été enregistrés. Les survivantes et survivants ont indiqué que les images n'avaient pas eu le même impact que l'agression même. Selon le rapport, les réponses obtenues dans le cadre de l'enquête montrent clairement que le fait d'enregistrer les abus et de disséminer les images ne peut que sérieusement exacerber le traumatisme de la victime¹. Les survivantes et survivants ont notamment le sentiment que les images vont circuler à jamais, sans pouvoir y faire quoi que ce soit.

Il est impératif que les enfants et les adolescents n'aient pas à surveiller les sites de pornographie commerciale pour s'assurer que les images de leurs mauvais traitements et de leur exploitation ne s'y trouvent pas ou, si elles y sont, pour veiller à ce qu'elles soient rapidement supprimées. Il ne doit pas incomber aux victimes de téléversements non consentus d'identifier le contenu et de s'assurer qu'il est retiré. Ces sites doivent être responsables de s'assurer que le contenu qu'ils hébergent et dont ils tirent profit n'est pas du matériel d'exploitation sexuelle d'enfants, que les protagonistes ne sont pas mineurs et qu'elles ou ils consentent à ce que leur image soit affichée. Les plateformes doivent prévoir des mécanismes pour qu'elles n'acceptent tout simplement pas le téléversement de contenu illégal.

L'autoréglementation n'a pas fonctionné

¹ Centre canadien de protection de l'enfance, *Survivors' Survey, Full Report*, 2017, p. 147, https://protectchildren.ca/pdfs/C3P_SurvivorsSurveyFullReport2017.pdf (en anglais seulement).

MindGeek a démontré qu'elle ne veut pas ou ne peut pas réglementer elle-même ses sites de pornographie commerciale, du moins jusqu'à ce qu'il y ait des conséquences graves sur ses résultats financiers. Pornhub, qui est le site gratuit en ligne le plus populaire depuis plus d'une décennie, n'a mis à jour ses politiques que récemment, en décembre 2020² et février 2021³, en réponse à un examen minutieux du public.

Dans son mémoire au Comité, MindGeek a déclaré qu'elle avait une politique de tolérance zéro à l'égard du matériel non consensuel et du matériel pédopornographique. Ses représentants ont ajouté que cela allait à l'encontre des valeurs de l'entreprise et des attentes de ses employés et partenaires. Toutefois, cette politique de tolérance zéro n'est entrée en vigueur qu'en décembre 2020, à la suite de l'article paru dans le *New York Times*⁴ et de la suspension subséquente du service par VISA, MasterCard⁵ et Discover.

Après la publication de l'article dans le *New York Times* et la suspension des activités des sociétés émettrices de cartes de crédit, Pornhub a supprimé des millions de vidéos, son catalogue passant de 13,5 millions de vidéos à 4,7 millions du jour au lendemain⁶.

Avant décembre 2020, les termes de recherche recommandés par Pornhub faisaient référence au jeune âge, à la violence et à des actes non consensuels, comme « adolescente victime de violence » ou « adolescente ivre ». Bien que certains termes et catégories de recherche comme « ivresse » soient maintenant absents du site, ces changements ne se sont produits qu'au cours des derniers mois et des dernières semaines, à la suite de l'intense couverture médiatique.

MindGeek a affirmé au Comité que chaque téléversement est vérifié par un modérateur humain avant d'être affiché⁷. Selon le bilan annuel de Pornhub, l'entreprise enregistre 2,8 heures de nouveaux contenus chaque minute en 2019, pour un total de 1,36 million d'heures ou l'équivalent de 169 ans⁸. Combien d'employés vérifient le contenu avant qu'il ne soit téléchargé? Comment l'entreprise peut-elle modérer adéquatement un tel volume? De toute évidence, le processus est inadéquat, comme l'ont démontré les témoignages entendus devant le Comité⁹.

Même le soi-disant programme de mannequins « vérifiés » de Pornhub a laissé passer des cas d'abus. Une fillette de 15 ans disparue de la Floride a été vue dans 58 vidéos versées sur Pornhub

² <https://www.pornhub.com/press/show?id=2132>

³ <https://www.pornhub.com/press/show?id=2172>

⁴ <https://www.nytimes.com/2020/12/04/opinion/sunday/pornhub-rape-trafficking.html>

⁵ <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/mastercard-ends-card-use-on-pornhub-1.5836289>

⁶ <https://www.cbc.ca/news/business/pornhub-users-uploads-1.5840802>

⁷ <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/43-2/ETHI/reunion-19/temoignages>

⁸ <https://www.pornhub.com/insights/2019-year-in-review>

⁹ <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/43-2/ETHI/meeting-18/evidence;https://parlvu.parl.gc.ca/Harmony/en/PowerBrowser/PowerBrowserV2/20210222/-/1/34824?Language=English&Stream=Video>

par son trafiquant¹⁰. Sur son compte Twitter, Pornhub a répondu que l'adolescente faisait partie de son programme de mannequins vérifiés. Ces gazouillis ont par la suite été supprimés, mais se trouvent toujours en cache sur le Web¹¹.

En vertu du droit canadien, il est illégal de distribuer sciemment une image intime sans consentement : « Quiconque sciemment publie, distribue, transmet, vend ou rend accessible une image intime d'une personne, ou en fait la publicité, sachant que cette personne n'y a pas consenti ou *sans se soucier de savoir si elle y a consenti ou non*, est coupable¹²... » [italiques ajoutés]. Sachant que l'entreprise s'en remet uniquement à la parole de celui qui téléverse du contenu d'exploitation, sans autre preuve ni vérification, peut-on affirmer qu'elle ne se soucie pas de savoir si tous les protagonistes ont donné leur consentement?

Une explication des lois canadiennes sur la cybersécurité est proposée en ces termes : « Dans le cas de la distribution illégale d'images intimes, il y a renversement du fardeau de la preuve en droit, ce qui signifie qu'il incombe à la personne accusée de distribuer les images d'établir qu'elle avait effectivement des motifs raisonnables de croire que le consentement à diffuser les images avait été donné. Si l'accusé n'a pas été en mesure de prouver qu'il avait des motifs raisonnables de croire que le consentement avait été donné, il peut être déclaré criminellement responsable et s'exposer à des sanctions pénales sévères et à un casier judiciaire¹³. »

Selon les données des forces de l'ordre canadiennes, il y a eu 1 972 signalements de distribution non consensuelle d'images intimes en 2019, soit une augmentation de 31 % par rapport à 2018¹⁴. Combien de ces images ont-elles été affichées sur des sites de pornographie commerciale comme Pornhub?

Les représentants du Centre canadien de protection de l'enfance ont indiqué que les organismes comme le leur sont « submergés » par les démarches de victimes qui veulent faire disparaître du contenu ou ont du mal à le signaler¹⁵. Combien de Canadiennes et d'adolescentes ne savent pas encore que leurs images ont été affichées à leur insu ou sans leur consentement ou à qui s'adresser pour obtenir de l'aide si elles savent que leurs images ont été publiées? Nous sommes d'avis que les témoignages poignants que le Comité a entendus de la part de personnes dont les images ont été versées sur Pornhub sans leur consentement sont représentatifs de la situation

¹⁰ <https://nypost.com/2019/10/24/mom-finds-missing-teen-girl-by-spotting-her-on-pornhub/>.

¹¹ <https://twitter.com/LailaMickelwait/status/1227003417983213568/photo/1>.

¹² <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-46/section-162.1.html>.

¹³ <https://www.itworldcanada.com/blog/understanding-canadian-cybersecurity-laws-peer-to-peer-privacyprotection-intrusion-upon-seclusion-and-the-protection-of-intimate-images-article-6/437022>.

¹⁴ https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017701&pickMembers%5B0%5D=1.1&pickMembers%5B1%5D=2.257&cubeTimeFrame.startYear=2015&cubeTimeFrame.endYear=2019&referencePeriods=20150101%2C20190101&request_locale=fr.

¹⁵ <https://parlvu.parl.gc.ca/Harmony/fr/PowerBrowser/PowerBrowserV2/20210222/-/1/34824?Language=English&Stream=Video>.

d'un grand nombre d'autres femmes qui n'ont pas voulu ou n'ont pas été en mesure de témoigner de leur exploitation.

De plus, des survivantes comme Serena Fleites et d'autres personnes qui ont intenté des recours collectifs contre l'entreprise ont indiqué que lorsqu'un contenu lié à l'exploitation sexuelle était signalé, Pornhub ignorait les demandes des victimes de retirer le contenu jusqu'à ce qu'elle soit menacée de poursuites judiciaires ou qu'elle se trouve face à des conséquences financières¹⁶. Des recherches menées par Traffickinghub ont révélé de nombreux cas où Pornhub a ignoré les commentaires d'utilisateurs indiquant que le contenu était manifestement ou probablement illégal.

Pornhub est conçu de manière à permettre et à faciliter la diffusion de contenus illicites. Il est manifestement inadéquat de se fier à la réponse de la personne qui affiche du matériel pédopornographique pour savoir si ces images présentent des adultes consentants. De plus, il est évident que les modérateurs humains de contenu et les systèmes automatisés n'éliminent pas efficacement le matériel d'exploitation et le contenu illégal.

Même avec les politiques récemment mises à jour de Pornhub, il n'y a toujours pas de mesures de conformité fiables en place. Sans ce genre de mesures, les engagements récents ne peuvent être suffisants. Les plateformes comme Pornhub doivent être tenues de vérifier l'âge et le consentement et de conserver des dossiers de confirmation d'âge, de consentement à la production et de consentement au téléchargement.

Les plateformes comme Pornhub ne doivent pas se voir confier la responsabilité de s'autoréglementer. Il est essentiel que le gouvernement élabore une réglementation stricte et impose des sanctions importantes en cas de non-conformité.

La plateforme n'héberge pas seulement du contenu adulte consensuel

Lors de leur témoignage devant le Comité, les dirigeants de MindGeek ont notamment décrit leurs plateformes, y compris Pornhub, comme étant un « divertissement adulte consensuel », attirant des visiteurs de plus de 18 ans¹⁷.

Cependant, c'est une industrie qui cause du tort à des enfants et à des jeunes devant et derrière l'écran.

Dans les résumés de recension des sites de Pornhub, nous pouvons constater que le mot « adolescente » est l'un des principaux termes de recherche de l'année. Bien que certains termes

¹⁶ <https://globalnews.ca/news/7565362/class-action-lawsuit-quebec-pornhub-mindgeek/>;
https://endsexualexploitation.org/wp-content/uploads/Doe-v.-MindGeek_Complaint.pdf.

¹⁷ <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/43-2/ETHI/reunion-19/temoignages>.

de recherche aient été supprimés (p. ex., 14 ans, inceste, viol, ivresse), il y a encore des centaines de milliers de résultats pour des recherches qui comprennent les mots filles, adolescentes, belles-filles, force, torture, etc¹⁸.

Nous sommes au courant de nombreux cas de matériel versé sur Pornhub mettant en évidence la maltraitance et le viol de mineurs¹⁹. Mais « adolescente » et « belle-fille » demeurent parmi les catégories les plus populaires, ce qui contrevient vraisemblablement aux lois canadiennes sur la pornographie juvénile.

Le *Code criminel* définit la pornographie juvénile comme une représentation qui montre une personne âgée de moins de dix-huit ans ou *présentée comme telle...* (italiques ajoutés)²⁰. Bien que le contenu assorti de mots-clés comme « jeune », « adolescente », « jeune écolière » ne représente pas toujours des mineurs, la présentation de ces vidéos en tant que telles est une violation des lois canadiennes sur la pornographie juvénile. En outre, le Centre canadien de protection de l'enfance et le Centre national pour les enfants disparus et exploités ont tous deux témoigné devant le Comité le 22 février 2021, indiquant qu'ils n'avaient commencé à recevoir des signalements d'exploitation sexuelle d'enfants de Pornhub qu'à la fin de 2020, qui correspond au moment où l'article du *New York Times* a été publié et où Pornhub a changé ses politiques après l'attention soutenue du public²¹. Les témoins de la GRC qui ont comparu devant le Comité ont affirmé qu'ils n'avaient reçu aucun dossier de la part de Pornhub qui leur aurait signalé directement du matériel pédopornographique. La GRC n'a reçu que récemment des rapports qui lui ont été transmis par le Centre national pour les enfants disparus et exploités²².

Cela donne à penser que jusqu'à tout récemment, Pornhub et peut-être d'autres plateformes appartenant à MindGeek et exploitées par cette entreprise, ne se conformaient pas à la loi canadienne sur la déclaration obligatoire du matériel d'exploitation sexuelle d'enfants²³.

Les témoignages des survivants, les plaintes et les contestations judiciaires donnent un aperçu du contenu criminel hébergé par Pornhub :

- Vidéos de victimes de la traite des personnes
- Exploitation sexuelle d'enfants
- Viol, agression sexuelle

¹⁸ En date du 10 février 2021, la recherche du terme belle-fille dans Pornhub a produit plus de 2 400 résultats, avec des descriptions comme « belle-fille effrayée » et « belle-fille menottée ».

¹⁹ <https://www.bbc.com/news/stories-51391981>; <https://www.newsweek.com/florida-man-arrested-after-58porn-videos-photos-link-him-missing-underage-teen-girl-1467413>.

²⁰ <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-46/section-163.1.html>.

²¹ <https://parlvu.parl.gc.ca/Harmony/fr/PowerBrowser/PowerBrowserV2/20210222/-1/34824?Language=English&Stream=Video>.

²² <https://parlvu.parl.gc.ca/Harmony/fr/PowerBrowser/PowerBrowserV2/20210222/-1/34824?Language=English&Stream=Video>.

²³ <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-20.7/page-1.html>.

- Pornographie de vengeance
- Enregistrement et téléversement non consentuels (contenu « Spycam »)

Pornhub héberge également du contenu haineux ou raciste à l'égard de groupes identifiables, et qui dépeint la violence faite aux femmes comme étant la norme. Un tel contenu perpétue le tort causé à des personnes, à des groupes identifiables et à la société dans son ensemble. Cet enjeu doit être abordé.

Les visiteurs des sites de Pornhub ne sont pas seulement des adultes consentants

Bien que l'examen annuel de Pornhub ne fasse état que du nombre de visiteurs de plus de 18 ans, il s'avère qu'un nombre important de jeunes consomment de la pornographie en ligne. Une recherche commandée par le British Board of Film Classification a révélé que des enfants et des adolescents regardent et découvrent la pornographie à un jeune âge²⁴. Elle a révélé que plus de la moitié des 11-13 ans (51 %) avaient regardé de la pornographie, certains aussi jeunes que sept ou huit ans, et que ce pourcentage atteignait 66 % chez les 14-15 ans. La recherche réalisée en 2019 a également montré que le premier visionnement de pornographie des jeunes âgés de 11 à 13 ans était accidentel dans une proportion de 60 %. Les jeunes peuvent facilement accéder à des sites gratuits, comme Pornhub, qui n'effectuent pas de véritable vérification de l'âge.

De plus, certains contenus de Pornhub semblent cibler directement un jeune public. Un mème créé et partagé sur les médias sociaux par Pornhub autour du très populaire Star Wars de Disney Plus présentait un *Mandalorien avec un bébé Yoda aux grands yeux dans lesquels étaient reflété le logo Pornhub et les mots « 10 secondes après que mes parents aient quitté la maison »*²⁵. Certaines des recherches liées au cinéma et à la télévision sur Pornhub en 2019 concernaient des personnages de films comme *The Incredibles* (6,9 millions de recherches) et *Toy Story* (3,5 millions de recherches), ainsi que de nombreux autres films populaires auprès des jeunes, les personnages d'*Avengers* et de DC venant en tête de liste²⁶.

Comme Lianna McDonald du Centre canadien de protection de l'enfance l'a mentionné au Comité, les enfants sont lésés par la facilité avec laquelle ils peuvent accéder à du contenu pornographique explicite et violent²⁷.

Les sites de pornographie commerciale comme Pornhub devraient être tenus de mettre en place un processus rigoureux de vérification de l'âge par une tierce partie pour s'assurer que les utilisateurs sont des adultes, afin de protéger les visiteurs mineurs sans compromettre la vie privée des clients.

²⁴ <https://www.bbfc.co.uk/about-us/news/children-see-pornography-as-young-as-seven-new-report-finds>

²⁵ <https://endsexualexploitation.org/articles/porn-industry-normalizes-children-using-porn-with-baby-yodameme/>
<https://endsexualexploitation.org/articles/porn-industry-normalizes-children-using-porn-with-baby-yodameme/>

²⁶ <https://www.pornhub.com/insights/2019-year-in-review#celebrity>

²⁷ <https://parlvu.parl.gc.ca/Harmony/fr/PowerBrowser/PowerBrowserV2/20210222/-/1/34824?Language=English&Stream=Video>

Collecte de données

MindGeek tire de l'argent de la publicité, des abonnements payants, de la collecte et de la vente de données des utilisateurs et de son programme de vérification ModelHub, dont les soi-disant modèles permettent de monnayer les contenus et de verser à Pornhub un pourcentage de l'argent gagné.

Pornhub donne un aperçu des données exhaustives recueillies auprès de ses clients dans son rapport annuel, par exemple l'âge et le sexe des visiteurs, qui ils sont, combien de temps ils consacrent au visionnement, ce qu'ils cherchent et regardent, sur quel type d'appareil et avec quel système d'exploitation ils naviguent, l'heure des visionnements et l'endroit où ils se trouvent. Les données sont ventilées au point d'indiquer la version du système d'exploitation. La revue de l'année 2019 a tenu compte de l'effet des températures froides sur le visionnement de pornographie dans certaines régions²⁸. Pornhub n'a pas encore publié la revue de l'année 2020, qui devrait refléter une hausse des téléversements et des heures de visionnement en raison des restrictions visant les activités extérieures et de la promotion ciblée de Pornhub pendant la pandémie.

Il s'agit simplement des données qui sont rendues publiques. Le niveau de détail et de sophistication technologique indique que Pornhub est en mesure de recueillir des données sur l'âge et le consentement des personnes représentées dans le contenu hébergé sur son site et qu'elle est en mesure, si elle le souhaite, de faire le suivi des vidéos signalant du matériel illégal. Pornhub a les revenus nécessaires pour développer la capacité de collecter des données et de constituer des dossiers. Ce qu'il faut, c'est la motivation pour le faire.

La reddition de comptes est nécessaire pour toutes les plateformes

Pornhub compte des centaines de partenaires de contenu. L'un de ces partenaires, Girls do Porn, a été poursuivi avec succès pour pratiques trompeuses et frauduleuses par 22 femmes qu'il avait exploitées²⁹. Chaturbate, un autre partenaire, est un site de webcaméra de nudité et d'activité sexuelle dont on sait qu'il est utilisé pour échanger du matériel d'exploitation sexuelle d'enfants³⁰. Il est important de comprendre la relation de Pornhub — financière et autre — avec ces partenaires de contenu.

Pornhub est le fleuron d'un réseau de sites en ligne appartenant à MindGeek et exploités par elle. C'est l'un des sites les plus populaires, mais ce n'est pas le seul. L'examen minutieux doit être effectué non seulement sur Pornhub, mais aussi sur tous les sites appartenant à MindGeek et exploités par elle, ainsi que sur les autres sites de pornographie commerciale qui ne sont pas la propriété de MindGeek.

²⁸ <https://www.pornhub.com/insights/2019-year-in-review>

²⁹ <https://sanfordheisler.com/case/girlsdoporn-com-lawsuit/>

³⁰ <https://www.naplesnews.com/story/news/crime/2018/05/30/ccso-east-naples-man-transmitted-childpornography/656331002/>; <https://wqow.com/2019/07/05/eau-claire-man-faces-child-pornography-charges/>

De plus, nous suggérons que le Comité enquête sur les répercussions de la présence de Pornhub sur le Web invisible, où un site compatible avec la cryptomonnaie ne subirait pas les pressions financières des grandes sociétés de cartes de crédit pour s'assurer qu'il n'héberge pas de contenu illégal.

Conclusion

Nous félicitons le Comité d'avoir entrepris cette enquête cruciale. Les survivants et les défenseurs de la cause partout dans le monde surveillent de près les travaux du Comité. Nous sommes profondément reconnaissants du bon travail accompli jusqu'à maintenant et nous exhortons le Comité à donner suite aux témoignages qu'il a entendus.

La GRC a décrit l'augmentation spectaculaire au cours des dernières années des signalements d'exploitation sexuelle d'enfants en ligne à son Centre national contre l'exploitation des enfants. Stephen White a précisé au Comité que le Centre avait reçu 102 927 demandes d'aide en 2019, soit une augmentation de 68 % depuis 2018 et une augmentation globale de 1 106 % depuis 2014. La croissance exponentielle de l'exploitation est une crise qui exige notre attention urgente.

Les plateformes en ligne doivent être tenues de s'assurer qu'elles n'hébergent pas et ne monnayent pas du contenu qui viole la loi canadienne et victimise des Canadiens. Lorsque sont commises des infractions aux lois canadiennes sur la pornographie juvénile, la déclaration obligatoire d'images d'exploitation sexuelle d'enfants, le trafic sexuel et le téléversement non consentuel d'images intimes ou de vidéos, les plateformes doivent rendre des comptes.

Et il doit y avoir justice pour les victimes dont les images de maltraitance ont été publiées, vues maintes et maintes fois, et monnayées par MindGeek, ainsi que pour celles dont les images ont été téléversées sans leur consentement.

Recommandations

Nous recommandons que les sites de pornographie commerciale comme Pornhub soient tenus :

- d'établir des mécanismes pour examiner, supprimer immédiatement et signaler aux forces de l'ordre tout contenu manifestement ou probablement illégal;
- d'établir un ordre de priorité et d'assurer un suivi immédiat des rapports sur des contenus dans lesquels des personnes paraissent être mineures, ou qui ont été affichés sans consentement;
- d'établir des moyens efficaces de vérifier l'âge et le consentement de chaque personne apparaissant dans les vidéos comme étape obligatoire avant que les vidéos soient téléversées sur le site;
- d'élaborer un système pour vérifier qui téléverse le contenu afin qu'un dossier soit accessible aux forces de l'ordre si du contenu illégal est publié;
- de signaler aux organismes canadiens d'application de la loi tous les cas soupçonnés ou confirmés de contenu comportant de l'exploitation sexuelle d'enfants, des activités non

consensuelles ou de matériel téléversé sans le consentement de la ou des personnes représentées dans la vidéo;

- de mettre en place un processus rigoureux de vérification de l'âge par une tierce partie pour s'assurer que les consommateurs de contenu sont des adultes;
- de supprimer de façon permanente la possibilité de télécharger des vidéos à partir de sites commerciaux de pornographie.

Nous recommandons une étude et un examen plus approfondis des questions graves et troublantes soulevées dans le cadre de cette étude, notamment :

- demander à la GRC de fournir une description du processus et des éléments de preuve requis pour enquêter sur le contenu hébergé sur un site commercial de pornographie et une description des défis juridiques et des exigences financières pour mener ce genre d'enquêtes ainsi que la formulation de recommandations en conséquence;
- demander au Comité de la justice d'étudier le rôle des plateformes en ligne dans l'hébergement et la facilitation de la distribution de contenu criminel comme le matériel d'exploitation sexuelle d'enfants et les images non consensuelles, de se pencher sur les obstacles à la déclaration de ce contenu, la nécessité d'une surveillance et la question de savoir s'il y a des lacunes dans la législation canadienne ou le financement qui rendent l'application de la loi difficile;
- la mise sur pied d'un groupe de travail, d'une commission d'enquête ou d'un comité parlementaire chargé d'étudier la prévalence de la violence sexuelle contre les mineurs et les facteurs contributifs, y compris le rôle des plateformes en ligne dans l'hébergement et la facilitation de la distribution de matériel et d'images d'exploitation sexuelle d'enfants qui sont distribués sans consentement.

Enfin, nous recommandons au gouvernement :

- d'encourager la GRC à mener une enquête criminelle complète sur la conformité de MindGeek aux lois canadiennes, y compris la *Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet*³¹ et les dispositions du *Code criminel* sur la pornographie juvénile et la distribution non consensuelle d'images intimes;
- d'établir des peines significatives, comme :
 - des sanctions financières importantes pour le défaut de retirer immédiatement le contenu illégal ou non consensuel, de l'examiner et de le signaler aux organismes d'application de la loi; o des pénalités financières importantes pour avoir omis de répondre immédiatement aux déclarations de contenu d'une personne qui semble mineure ou dont le contenu a été affiché sans son consentement;
 - des accusations criminelles si le site persiste à héberger et à permettre ce contenu ou à permettre son téléchargement à nouveau;
- d'envisager d'exiger que les plateformes offrent une indemnisation financière aux victimes, comme les revenus générés par la visualisation de leurs images;

³¹<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-20.7/page-1.html>

- de créer un rôle d'ombudsman ou de commissaire pour aider les victimes et plaider en leur nom pour l'enlèvement du matériel d'exploitation sexuelle d'enfants et des images intimes distribuées sans consentement.

L'Alliance évangélique du Canada (EFC) est l'association nationale des chrétiens évangélistes au Canada. Fondée en 1964, l'Alliance évangélique du Canada constitue une tribune nationale pour les quatre millions de chrétiens évangéliques du Canada et elle contribue de façon constructive à l'application des principes bibliques dans la vie quotidienne et dans la société.

Notre approche à l'égard de cette question est fondée sur les principes bibliques du respect de la vie et de la dignité humaines, de la justice et des soins aux personnes vulnérables. Nous constatons que ces principes sont également reflétés dans les lois et les politiques publiques canadiennes.